

Vous pouvez traverser la plus grande partie du territoire de l'Union européenne (UE) sans avoir à montrer votre passeport ni à vous arrêter à un quelconque poste-frontière.

Vous pouvez aussi faire vos achats – sans restrictions ni taxes supplémentaires – dans un État membre où les tarifs pratiqués sont plus avantageux, à la condition que ces achats soient destinés à votre usage personnel. L'euro vous permet de comparer directement les prix dans les pays où il est en circulation. De surcroît, la disparition des frais et des inconvénients liés au change a rendu plus commodes les déplacements entre ces pays.

La concurrence engendrée par l'aménagement du marché unique sans frontières a tiré la qualité vers le haut et les prix vers le bas. Le téléphone, l'accès à l'internet et les voyages aériens coûtent moins cher. La réglementation communautaire protège le consommateur contre les produits défectueux ou dangereux, que ces produits aient été achetés sur son marché national ou dans un autre État membre. Elle fixe aussi les normes de qualité les plus strictes en matière de sécurité

Les citoyens de l'Union européenne ont le droit de s'établir, d'étudier, de travailler et de prendre leur retraite dans un autre État membre que le leur. Ce droit est progressivement étendu aux douze derniers pays qui ont rejoint l'Union, et les restrictions temporaires imposées à leurs travailleurs par certains autres membres de l'Union seront supprimées.



Etudier à l'étranger

Plus de deux millions de jeunes ont déjà mis à profit les programmes de l'Union européenne pour étudier ou se former dans un autre État membre. Ces programmes d'échanges d'étudiants et d'enseignants ou de partenariats transfrontaliers, tels qu'Erasmus ou Leonardo, ont fini par acquérir une excellente réputation auprès des intéressés.

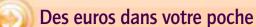
L'Union ne veut pas décider à votre place de vos études, mais elle entend bien veiller à ce que vos diplômes et vos qualifications professionnelles soient dûment reconnus dans les autres États membres.

Une Europe plus verte

Les Européens et leurs gouvernements se soucient beaucoup de l'écologie. C'est pourquoi l'Union européenne est à l'avantgarde du mouvement mondial de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. C'est elle qui a montré la voie à suivre en appliquant le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement de la planète. Dans ce contexte, elle a mis en place un «système d'échange de quotas d'émission», mécanisme innovateur en vertu duquel les entreprises gourmandes en énergie qui réduisent leurs émissions sont récompensées, tandis que celles qui dépassent les limites convenues sont mises à l'amende

La pollution ignore les frontières, et c'est donc ensemble que les États membres de l'Union agissent dans de nombreux domaines pour tenter de résoudre ce problème. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si, en Europe, les rivières et les plages sont plus propres, les véhicules moins polluants et l'élimination des déchets soumise à des règles plus strictes. Qui plus est, les États membres ne peuvent plus se débarrasser de leurs déchets dangereux dans les pays pauvres.

L'Union veut que des activités essentielles comme les transports, l'industrie, l'agriculture et le tourisme soient organisées de manière telle qu'elles puissent se développer sans détruire nos ressources naturelles: autrement dit, elle promeut le «développement durable». L'élaboration d'une stratégie de l'énergie à long terme revêt à ses yeux une priorité particulière. Les réserves en pétrole et en gaz de ses États membres s'amenuisent et elle devient plus dépendante de fournisseurs



L'euro, représenté par le symbole €, est sans doute la réalisation la plus tangible de l'Union européenne. En 2008, cette monnaie unique a cours dans quinze États membres rassemblant les deux tiers de la population communautaire. D'autres pays suivront dès que leur économie sera prête.

Les pièces de monnaie et les billets libellés en euros peuvent être utilisés dans les pays où cette monnaie est acceptée. Les billets sont identiques; les pièces, elles, ont un avers commun et arborent sur leur revers un emblème national de l'État membre d'émission.



États membres utilisant l'euro États membres n'utilisant pas l'euro

Egalité des chances

Notre société est plus équitable et fonctionne mieux lorsque nous nous abstenons d'exercer des discriminations fondées sur la nationalité, le sexe, la race, l'existence d'un handicap, etc. Voilà pourquoi l'Union européenne interdit toute discrimination.

Dans les années 50 déjà, les premiers traités européens disposaient sans ambiguïté que, à travail égal, hommes et femmes devaient percevoir un salaire égal. L'Union a ainsi fait œuvre de pionnier dans la revendication des droits de la femme, droits qui sont maintenant partie intégrante de toutes les politiques

Liberté, sécurité et justice pour tous

Les États membres de l'Union européenne veillent à l'existence d'une coopération sans faille entre leurs polices, leurs douanes, leurs services d'immigration et leurs cours de justice, de manière à faire pièce à la criminalité et au terrorisme internationaux

Citons, parmi les mesures pratiques, l'introduction d'un mandat d'arrêt européen, l'objectif étant de faciliter le transfert d'un suspect entre le pays où il a été appréhendé et le pays où il doit être jugé ou entendu par les services de police. Les États membres s'occupent aussi de la coordination de leurs politiques en matière de droit d'asile et du renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'Union.

Puisque les citoyens communautaires sont libres de vivre dans n'importe quel État membre, ils doivent pouvoir recourir à la justice avec la même facilité partout sur le territoire de l'Union. Les gouvernements des États membres doivent s'assurer qu'ils appliquent tous, et de manière uniforme, les lois communautaires et qu'une décision de justice prise dans un pays est applicable dans un autre. L'Union européenne s'est beaucoup employée à faciliter le règlement des litiges civils transfrontaliers, dont ceux que posent le mariage, la séparation, le divorce, ou encore, la garde d'enfants.

Emploi et croissance

Au fil des années, l'Union européenne a contribué à notre prospérité en créant le marché intérieur, en mettant en circulation une monnaie unique et en éliminant d'autres obstacles au commerce et à la mobilité. Pour ses dirigeants, la croissance et l'emploi demeurent prioritaires.

Aujourd'hui, dans un monde placé sous le signe de la concurrence, l'Europe a besoin d'emplois nouveaux et d'une main-d'œuvre qualifiée. Les emplois peuvent provenir du secteur de la recherche et du développement,

domaine dans lequel les dirigeants communautaires envisagent d'augmenter les dépenses de plus de moitié entre 2001 et 2010. Des compétences nouvelles sont aussi indispensables et, tous, nous devons consacrer plus de temps à 'éducation et la formation tout au long de notre existence.

> L'Union consacre un tiers de son budget annuel — lequel s'élève à 115 milliards d'euros – au financement, d'une part, de mesures propres à attirer les investisseurs et à créer des emplois dans les régions défavorisées et. d'autre part, de programmes de formation pour les travailleurs sans emploi ou sous-qualifiés.

Grâce à l'aide communautaire, les Irlandais ou les Espagnols, par exemple, vivent mieux qu'il y a vingt-cinq ans. Aujourd'hui, les taux de croissance des nouveaux États membres, dans la partie orientale de l'Union, sont au plus haut.

Exporter la paix et la stabilité

Les acquis des cinquante années écoulées rendent inconcevable toute querre entre États membres de l'Union européenne. Celle-ci peut donc travailler à instaurer la paix et la stabilité au-delà de ses frontières.

La meilleure façon de prévenir les conflits est de rendre le monde plus prospère. Première puissance commerciale de la planète, l'Union use de son influence pour assortir les échanges internationaux de règles équitables. Elle entend veiller à ce que la mondialisation profite aussi aux pays les plus pauvres et elle fournit une assistance humanitaire et une aide au développement jusqu'ici inégalées.

Il arrive aussi qu'elle envoie dans telle ou telle autre zone de turbulences des contingents militaires ou policiers de maintien de la paix, une démarche qui relève du volet «Défense» de sa politique étrangère et de sécurité commune.

Elle est particulièrement désireuse d'aider ses voisins issus de l'ex-Union soviétique ou riverains de la Méditerranée pour favoriser l'avènement d'une stabilité et d'une prospérité

Elle démontre dans la pratique de quelle manière des démocraties peuvent servir leurs intérêts communs en joignant leurs forces économiques et politiques et peut servir de modèle à d'autres pays dans d'autres régions du globe.

Une place dans l'Union

Portée sur les fonds baptismaux, il y a plus d'un demi-siècle, par six pays seulement, l'Union n'a cessé de s'agrandir. En 2004, son passage de quinze à vingt-cinq membres, lors de ce qui demeurera une phase historique de son élargissement, a scellé la réunification d'un continent que la Guerre froide avait divisé pendant quarante-cinq ans. Deux pays de plus, la Bulgarie et la Roumanie, l'ont rejointe en 2007.

Tout pays européen peut adhérer à l'Union, pour autant qu'il soit doté, certes, d'un régime démocratique stable et garant de la primauté du droit, des droits de l'homme et de la protection des minorités, mais aussi d'une économie de marché en état de fonctionnement et d'une administration publique capable d'appliquer la législation communautaire.

La Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie sont candidates à l'adhésion. L'Union les aide à s'y préparer en leur fournissant une substantielle assistance économique et pratique.

Dix années ou plus peuvent s'écouler entre le moment où un pays dépose sa candidature et celui de son accession. Dès la conclusion d'un traité d'adhésion, celui-ci doit être ratifié par le Parlement européen et les parlements du candidat et de tous les États membres.

Tout un continent...

États membres de l'Union européenne et date de leur accession:

Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas

Danemark, Irlande, Royaume-Uni

1981 Grèce

1986 Espagne, Portugal Autriche, Finlande, Suède

Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, 2004

République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Bulgarie, Roumanie



Margot Wallström, vice-présidente de la Commission européenne, chargée des relations institutionnelles et de la stratégie de la communication

«L'Europe construit des routes, des ponts, des chemins de fer pour rapprocher les peuples. Il est temps maintenant de consolider les relations entre les citoyens.»

> Faites la connaissance de Margot Wallström en consultant son blog: blogs.ec.europa.eu/wallstrom



Le Parlement européen

La voix des citoyens

Le Parlement européen est élu pour une durée de cinq ans par les citoyens européens et a pour mission de représenter leurs

Le Parlement actuel a été élu en juin 2004; il compte 785 députés — dont près d'un tiers de femmes — originaires des vingt-sept États membres.

Sa tâche la plus importante consiste à promulguer la législation européenne sur la base des propositions soumises par la Commission européenne. Il partage cette responsabilité avec le Conseil de l'Union européenne. Il revient également au Parlement et au Conseil de se prononcer conjointement sur le budget annuel de l'Union, qui s'élève à 115 milliards d'euros.

Le Parlement a le pouvoir de dissoudre la Commission

Il n'y a pas de groupes nationaux au Parlement, mais bien huit groupes politiques paneuropéens. Le plus grand de ces groupes est celui du Parti populaire européen (démocrateschrétiens), de centre-droit, suivi des socialistes, des libéraux et des Verts. Les députés européens représentent à eux tous l'éventail des positions politiques sur l'intégration européenne, depuis les fédéralistes convaincus jusqu'aux eurosceptiques

Le Parlement siège essentiellement à Strasbourg, mais il se réunit également à Bruxelles. À l'instar des autres institutions communautaires, il travaille dans les vingt-trois langues officielles de l'Union européenne.

Il élit le médiateur européen, qui examine les accusations de mauvaise administration portées par les citoyens à l'encontr des institutions communautaires (ombudsman.europa.eu/).

<u>europarl.europa.eu</u>



Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen

Le Conseil de l'Union européenne

La voix des États membres

Le Conseil de l'Union européenne — autrefois connu sous l'appellation de «Conseil de ministres» — est le principal organe du processus décisionnel de l'Union européenne. Avec le Parlement européen, il promulgue la législation communautaire. Il est aussi responsable de la politique extérieure et de la politique de sécurité et de défense de l'Union et arrête les décisions qui comptent dans le domaine de la justice et des

Il siège au niveau ministériel et sa composition varie en fonction de l'ordre du jour de ses réunions: ministres des affaires étrangères, de l'économie et des finances, de l'agriculture, etc.,

Chaque État membre dispose au sein du Conseil d'un nombre de voix qui reflète, grosso modo, la taille de sa population; un coefficient de ponderation est cependant applique au benefice des pays plus petits. La plupart des décisions sont prises à la majorité, mais certaines questions délicates — politique fiscale, droit d'asile, immigration, politique étrangère – exigent

Les chefs d'État ou de gouvernement des États membres se réunissent jusqu'à quatre fois par an en Conseil européen; ces «sommets» servent à définir les grandes orientations politiques

consilium.europa.eu



La Commission européenne

Promouvoir l'intérêt commun

La Commission européenne représente et défend les intérêts de l'Europe dans son ensemble. Elle est indépendante des

Elle rédige des projets de proposition pour de nouvelles lois communautaires, projets qu'elle soumet au Parlement européen et au Conseil. Elle s'occupe de la gestion ordinaire de l'application des politiques de l'Union et de l'exécution du budget de cette dernière. Elle veille en outre au respect des traités et de la législation européens. Elle est habilitée à agir à l'égard des contrevenants et, au besoin, à traduire ceux-ci devant la Cour de justice des Communautés européennes.

Elle se compose de vingt-sept commissaires, soit un par État membre. Ces commissaires sont assistés par quelque vingt-trois mille fonctionnaires, dont la plupart sont affectés à Bruxelles.

Le président de la Commission est proposé par les Etats membres, un choix que doit approuver le Parlement européen Les autres membres de la Commission sont présentés par leurs gouvernements respectifs, qui consultent à ce propos le président désigné; leur choix doit également être approuvé par le Parlement. Les commissaires ne représentent pas leurs autorités nationales. Par contre, chacun d'eux est responsable d'un aspect particulier des activités de l'Union.

Le président de la Commission et les commissaires sont nommés pour un mandat de cinq ans qui coïncide avec la législature du Parlement européen.



La Cour de justice

La primauté du droit

Le travail de la Cour de justice consiste à veiller à ce que le droit communautaire soit interprété et appliqué de manière uniforme dans tous les États membres et, partant, à ce que la loi soit identique pour tous. Elle s'assure, par exemple, que des tribunaux nationaux ne rendent pas des jugements différents dans une même affaire. Par ailleurs, elle vérifie que les États membres et les institutions de l'Union se conforment bien aux dispositions de la législation. Elle a son siège à Luxembourg et compte un juge par État membre.



curia.europa.eu

La Cour des comptes

Du bon usage de votre argent

La Cour des comptes s'assure que l'argent de l'Union européenne, qui est d'abord l'argent des contribuables européens, est dépensé de façon légale, économe et pertinente. Elle est sise à Luxembourg et a le droit de vérifier la comptabilité de toute organisation, entité ou entreprise maniant des fonds communautaires.



eca.europa.eu

Le Comité économique et social européen

La voix de la société civile

Les 344 membres du Comité économique et social européen (CESE) représentent des intérêts très divers, depuis les employeurs jusqu'aux syndicats, en passant par les consommateurs et les écologistes. Organe consultatif, le CESE est invité à se prononcer sur les décisions que l'Union envisage de prendre dans les domaines de l'emploi, des dépenses sociales, de la formation professionnelle, etc.



eesc.europa.eu

Le Comité des régions

Une perspective locale

Le Comité des régions est consulté au sujet de décisions susceptibles d'avoir des incidences directes aux échelons local ou régional dans des secteurs comme les transports, la santé, l'emploi ou l'éducation. Ses 344 membres sont souvent de hauts responsables régionaux ou des maires.



cor.europa.eu

La Banque centrale européenne

Pour une monnaie stable

Sise à Francfort, la Banque centrale européenne est chargée de «gérer» l'euro, essentiellement par la fixation des taux d'intérêt. Elle doit veiller avant tout à la stabilité des prix pour éviter que l'inflation ne porte atteinte à l'économie européenne. Elle prend ses décisions en toute indépendance des gouvernements ou d'autres entités.



La Banque européenne d'investissement

Un coup de pouce bienvenu La Banque européenne d'investissement, qui est située à

Luxembourg, consent des prêts pour la réalisation de projets de portée européenne, singulièrement dans les régions moins prospères de l'Union. Elle finance l'aménagement d'infrastructures (voies ferrées et routes, aéroports, installations pour la protection de l'environnement) et fournit l'argent nécessaire aux petites et moyennes entreprises soucieuses d'investir. Les pays candidats à l'adhésion et les pays en voie de développement peuvent aussi emprunter auprès d'elle. Dès lors qu'elle relève des gouvernements des États membres, elle peut réunir des capitaux



Les symboles de l'Union européenne

et octroyer des prêts à des taux avantageux.

Le drapeau européen

Les douze étoiles en cercle représentent l'idéal de l'unité, de la solidarité et de l'harmonie entre les peuples d'Europe.

Extraite de la Neuvième Symphonie de Beethoven, cette mélodie ne s'accompagne pas de chœurs lorsqu'elle est exécutée en tant qu'hymne de l'Union.

Le 9 mai, Journée de l'Europe

Le concept qui a donné naissance à l'Union européenne a été exposé pour la première fois le 9 mai 1950 dans un discours de Robert Schuman, alors ministre des affaires étrangères de la République française. Aussi célèbre-t-on ce jour-là l'anniversaire

«Unie dans la diversité»

Telle est la devise de l'Union européenne.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne

Connectez-vous
Des informations sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union européenne sur le site Europa: europa.eu/ Ewropa

existe des centaines de centres locaux d'information sur l'Union européenne ans toute l'Europe. Vous pouvez trouver l'adresse du centre le plus proche de nez vous sur le site web: europedirect.europa.eu/

Appelez-nous ou écrivez-nous Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez le contacter gratuitement par téléphone: 00 800 6 7 8 9 10 11 (à partir d'un pays à l'extérieur de l'Union, en composant le numéro payant (32-2) 299 96 96 ou par courrier électronique via le site europedirect.europa.eu/

Lisez sur l'Europe
Consultez des publications sur l'UE d'un simple click sur le site web EU Consultez des publications sur l'O Bookshop: **bookshop.europa.eu/**

Antenne de Strasbourg

Antenne de Marseille

2, rue Henri-Barbusse F-13241 Marseille

Tél. (33) 491 91 46 00 Fax (33) 491 90 95 03

Bureau pour la Belgique

B-1047 Bruxelles Tél. (32-2) 284 20 05

Courriel: epstrasbourg@europarl.europa.eu

Internet: www.europarl.europa.eu/ Courriel: epmarseille@europarl.europa.eu

Internet: www.europarl.europa.eu/

Bureau pour le Luxembourg

Courriel: epbrussels@europarl.europa.eu

Pour obtenir des informations et des publications concernant l'Union européenne en

langue française, vous pouvez aussi vous adresser à: REPRÉSENTATIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE Courriel: epparis@europarl.europa.eu

F-75007 Paris **Bâtiment Louise Weiss** Tél. (33) 140 63 38 00 Fax (33) 145 56 94 17 Internet: www.ec.europa.eu/france/ BP 1024 F ndex_fr.htm Fax (33) 388 17 51 84

Centre d'information sur l'Europe (même Internet: www.touteleurope.fr. Représentation à Marseille

2. rue Henri-Barbusse Tél. (33) 491 91 46 00 Fax (33) 491 90 98 07

Représentation en France

Représentation en Belgiqu Rue Archimède 73 B-1000 Bruxelles Tél. (32-2) 295 38 44 Fax (32-2) 295 01 66

Courriel: COMM-REP-BRU@ec.europa.eu Représentation au Luxembourg Maison de l'Europe 7, rue du Marché aux Herbes L-2920 Luxembourg Fél. (352) 43 01-32925 Fax (352) 43 01-34433 Internet: www.ec.europa.eu/luxembourg/

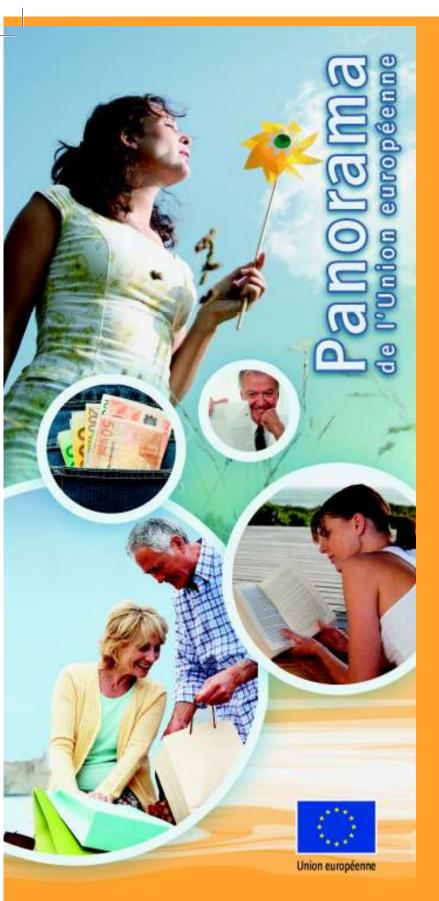
Bureau pour la France 288, boulevard Saint-Germa F-75007 Paris Tél. (33) 140 63 40 00

7, rue du Marché aux Herbes L-2929 Luxembourg Tél. (352) 43 00-22597 Fax (352) 43 00- 22457 Internet: www.europarl.europa.eu. Courriel: EPLuxembourg@europarl.europa. Courriel: comm_rep_lux@ec.europa.eu BUREAUX DU PARLEMENT EUROPÉEN

Des représentations ou des bureaux de la Commission européenne et du Parlement européen existent dans tous les États membres de l'Union européenne. Des délégations de la Commission européenne existent dans d'autres pays du monde.

Crédits photographiques (dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant de la partie supérieure gauche):
© Annie Engel/zefa/Corbis, © Tom Grill/Corbis, © Steffens/zefa/Corbis, © Tom Grill/Corbis
© Tom Grill/Corbis

Crédits photographiques intérieur de la brochure (de haut en bas et de gauche à droite © Bloomimage/Corbis, © René Mansi/iStock, © Push Pictures/Corbis, © EC, © EC, © EC, © EC, © EC, ©



Qu'est-ce que l'Union européenne? Un partenariat économique et politique unique en son genre, qui réunit vingt-sept démocraties européennes.

Quels sont ses objectifs?
Paix, prospérité et liberté pour ses 495 millions de citoyens, dans un monde plus juste et plus sûr.

Quel bilan peut-on tirer jusqu'à présent?

Des voyages et des échanges commerciaux sans frontières, une monnaie unique — l'euro —, des aliments plus sains et un environnement plus vert, de meilleures conditions de vie dans les régions plus pauvres, une action conjointe contre la criminalité et le terrorisme, des communications téléphoniques et des billets d'avion moins chers, des millions de possibilités d'étudier à l'étranger, et tant d'autres choses encore...

Comment fonctionne-t-elle?

Pour obtenir de tels résultats, les États membres ont mis en place des institutions qui «font tourner» l'Union, et ils adoptent la législation qu'elle promulgue. Les principales de ces institutions sont: le Parlement européen, qui représente les populations des États gouvernements des États membres, et la Commission européenne, qui représente les intérêts communs de l'Union.

Et l'avenir?

L'Union européenne n'est pas parfaite: elle doit être améliorée À vous de jouer! Que voudriez-vous que l'Union fasse?

Que voudriez-vous qu'elle ne fasse pas?
Parlez-en avec vos amis, votre famille, vos collègues. Ensuite, faites part de vos réflexions aux responsables.

L'avenir de l'Union européenne sera façonné par le dialogue, le débat et les principes démocratiques.

Comment me faire entendre?

- Prenez contact avec votre député: les politiques de l'Union européenne font partie de la politique nationale.
- Prenez contact avec votre député européen: le Parlement européen promulgue les lois de l'Union
- Prenez contact avec les organisations non gouverne-mentales (associations de consommateurs, groupes de pression, écologistes, etc.): elles conseillent l'Union
- Prenez contact avec la Commission européenne: elle propose à l'Union européenne les politiques à suivre.

Commission européenne Direction générale de la comm B-1049 Bruxelles

Manuscrit achevé en août 200

NA-76-06-292-FR-D

